

**COMPTE - RENDU SOMMET SOCIO-ECONOMIQUE ARABE**  
**14-20 JANVIER 2009**  
**KOWEÏT-CITY**

Le 1<sup>er</sup> Sommet Socio-Economique de la Ligue des Etats Arabes prévu pour les 19 et 20 Janvier 2009 à Koweït City a été méticuleusement préparé ; il a été précédé par plusieurs réunions préparatoires dont principalement les plénières ministérielles du 14 au 16 Janvier 2009 qui ont réuni les ministres des Affaires Etrangères et des Finances, ainsi que des hauts responsables des secteurs économiques et financiers.

Une forte délégation nationale conduite par le Ministre de l'Economie et des Finances et de la Planification Chargé de la Privatisation, **S.E.M. Ali Farah Assoweh**, a pris part aux différentes réunions à coté de notre Ambassadeur accrédité au Koweït. Le Ministre était accompagné de :

- **M. Djama Mahamoud Haïd**, Gouverneur de la Banque Centrale,
- **S.E.M. Dyadine Bamakrama**, Ambassadeur de la République de Djibouti auprès du Koweït avec résidence à Riyad,
- **M. Mahdi Darar Obsieh**, Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements,
- **Mlle Hanadi Khaled Ahmed**, Responsable des relations avec les institutions financières arabes à la Banque Centrale,
- **Mlle Hodan Moussa Ahmed**, Sous-Directrice du département du Monde Arabe au Ministère des Affaires Etrangères.

Il faut souligner l'importance que revêt ce Sommet pour le Monde Arabe. En effet, ce Sommet prévu depuis deux ans a permis de réactiver les instances spécialisées de la Ligue Arabe qui ont tenu une série de réunions, de consultations et de forums auxquelles l'ensemble des acteurs publics et privés ainsi que les intellectuels et les représentants de la société civile du Monde Arabes ont été associés afin de présenter des études, des projets et des programmes de développement aux Souverains et Chefs d'Etats Arabes.

Ce Sommet aura donc pour vocation de marquer un tournant décisif dans le cadre du travail arabe commun qui jusqu'à ce jour est resté lettre morte. Les Dirigeants Arabes, en décidant de tenir cette importante réunion, ont voulu faire de cette occasion une chance réelle pour unifier les rangs arabes et réaliser l'intégration régionale à travers le développement socio-économique.

**I. Réunion des Ministres des Finances, des Gouverneurs des Banques Centrales des pays arabes et Présidents des Institutions Financières Arabes – 14 janvier 2009**

Avant d'entamer les travaux de la réunion, le Ministre des Finances Koweïtien a invité l'audience à observer une minute de silence en hommage aux victimes palestiniennes des attaques meurtrières de l'armée israélienne.

Lors des discussions, les Ministres des Finances et les Gouverneurs des Banques Centrales ont examiné l'impact de la crise financière mondiale sur les économies arabes et ce, sur la base d'un document d'analyse et d'évaluation présenté par le Fonds Monétaire Arabe.

Les Ministres ont appelé à multiplier les consultations afin d'assurer le bon déroulement du travail arabe commun et lui permettre d'atteindre pleinement ses objectifs. Les Ministres ont convenus d'encourager et de promouvoir davantage les investissements interarabes. Ce faisant, ils ont appelé les différents Responsables Politiques à créer et pérenniser un climat des affaires de classe internationale garantissant une plus grande attractivité des Investissements Directs Etrangers par la des réformes adéquates des législations nationales.

A l'issue de leurs discussions, les Ministres et les Gouverneurs des Banques Centrales ont convenu de soumettre au Sommet :

1. L'intégration dans les projets de résolution d'un projet de résolution sur l'impact de la crise financière mondiale sur les économies arabes,
2. L'incorporation d'un paragraphe supplémentaire dans la Déclaration de Koweït sur la crise financière appelant les institutions financières

arabes à contribuer à l'augmentation du volume des investissements dans les pays arabes et à soutenir davantage les économies arabes ;

3. trois propositions à introduire dans le plan d'action, à savoir :

a- poursuivre le soutien des institutions financières et bancaires nationales des pays membres pour assurer la stabilité financière,

b- développer les législations et assurer une meilleure coopération entre les secteurs bancaires et financiers des pays arabes et les autorités de contrôle et de surveillance,

c- renforcer le rôle des institutions financières arabes dans la coordination des politiques financières des pays membres.

Ce plan d'actions a été assorti d'un mécanisme de mise en œuvre et de suivi avec un rôle majeur au Secrétariat de la Ligue, de son Conseil Economique et Social et des institutions financières arabes.

## **II. Réunion des Délégués Permanents et Hauts Responsables Arabes – 15 janvier 2009**

La journée du 15 Janvier a été entièrement consacrée à une plénière conviant les Délégués Permanents auprès de la Ligue des Etats Arabes et les Hauts Responsables des différents secteurs économiques et financière. Les Délégués Permanents et les Hauts Responsables ont passé en revue l'ensemble des documents de travail à soumettre au sommet, à savoir :

- 1- le projet de la Déclaration du Koweït intitulée « Relever le niveau de vie des citoyens Arabes »,
- 2- le projet du plan d'action du Sommet du Développement Socio-économique du Koweït,
- 3- la trame des projets de résolution.

Les Délégués ont proposé d'introduire un nouveau point à l'ordre du jour du Sommet portant sur la situation critique à Gaza. En effet, ce point a été remis au

Conseil Extraordinaire des Ministres des Affaires Etrangères qui ont, lors de leur réunion extraordinaire, examiné les voies et moyens de mettre fin à cette guerre aveugle.

### **III. Réunion Extraordinaire des Ministres des Affaires Etrangères Arabes - 16 janvier 2009**

Il faut rappeler que cette réunion fait suite à la réunion extraordinaire qui s'est tenue le 31 Décembre 2008 au Caire suite à l'agression israélienne contre Gaza. A l'issue de celle-ci, une commission présidée par le Ministre des Affaires Etrangères Saoudien s'est rendue à New York et le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté une résolution n°1860 le 8 Janvier 2009. Toutefois, l'Etat Hébreu a refusé de respecter cette résolution continuant à massacrer le peuple palestinien démuné.

L'Egypte, seul pays arabe directement impliqué dans cette guerre en raison de sa frontière avec Gaza, a présenté une initiative pour essayer d'obtenir un rapide cessez-le-feu entre Hamas et Israël, la levée de l'embargo et l'ouverture des différents points de passages. L'Egypte, en exposant son initiative et l'état d'avancement des pourparlers entre les belligérants n'a pas manqué de rappeler les étapes cruciales depuis la crise inter-palestinienne de Juin 2007, ainsi que sa déception de voir les pays arabes l'accuser de faire preuve d'indifférence face aux souffrances des frères palestiniens.

C'est avec beaucoup d'émotion et de colère que le Ministre des Affaires Etrangères égyptien a révélé les propositions malsaines de l'Etat israélien qui n'a pas hésité de proposer à l'Egypte l'annexion de la bande Gaza, ou encore la concession d'un de ses ports en faveur de Gaza, autant de proposition pour fuir ses responsabilités.

Les discussions des Ministres des Affaires Etrangères Arabes se sont déroulées dans une atmosphère très tendue dévoilant le degré de divergence des Responsables Politiques Arabes contrairement aux Ministres des Finances qui ont fait preuve de pragmatisme en mettant en avant l'intérêt général des citoyens.

En effet, la délégation qatarie a tout fait pour bloquer les discussions et favoriser ainsi les conclusions du Sommet de Qatar qui se déroulait au même moment à Doha, quand la Syrie a préféré vider son siège en raison de sa participation au Sommet de Qatar.

Le Secrétaire Général a déploré l'impasse dans laquelle se trouvait le Monde arabe et a qualifié cette situation de « chaotique », appelant les Responsables Arabes à dépasser leurs différents, de faire preuve de solidarité envers le peuple palestinien et de s'unir pour réaliser ensemble les objectifs du travail arabe commun.

Enfin, à l'issue de longs débats, les Ministres des Affaires Etrangères ont décidé d'adopter une résolution demandant l'arrêt immédiat des hostilités ainsi qu'une série de recommandations en proposant notamment :

- de responsabiliser l'Etat Hébreu et de poursuivre ses responsables pour crime contre l'humanité,
- d'intensifier l'aide humanitaire et financière pour la reconstruction de Gaza,
- de revoir les relations des pays arabes avec Israël, etc.

#### **IV. Réunion conjointe des Ministres des Finances et Ministres des Affaires Etrangères- 16 Janvier 2009**

Au cours de cette réunion, l'ensemble des documents de travail du Sommet ont été réexaminés, à savoir a) le projet d'ordre du jour, b) le projet du plan d'action, c) les projets de résolutions qui couvrent l'ensemble des secteurs clés du développement socio-économique, comme l'eau, l'électricité, les transports, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté et chômage, la promotion des investissements et du secteur privé, etc. ainsi que les nouvelles propositions en faveur de Gaza, à savoir :

- Un projet de résolution sur la situation sanitaire du peuple palestinien à Gaza ;
- un projet de résolution pour la reconstruction de Gaza présenté par le Koweït et l'Arabie Saoudite.

## **V. Forum économique -17 et 18 janvier 2009**

Dans le cadre des travaux préparatoires du Sommet sur le développement économique et social, il a été organisé du 17 au 18 Janvier un Forum. Ce Forum a vu une forte participation des acteurs socio-économiques publics et privés ainsi que des représentants de la société civile. Ce Forum, conjointement inauguré par le Premier Ministre du Koweït et le Secrétaire General de la Ligue des Etats Arabes, a donné lieu à des discussions assez nourries sur les voies et moyens de redynamiser le secteur prive du monde arabe et lui redonner sa place de premier choix dans le dispositif économique. Sous la double animation de l'Union des Chambres de Commerce arabe et de l'Autorité Nationale des Investissements du Koweït, le Forum a abordé les sujets suivants :

- encourager les Institutions financières à intensifier le financement des projets de développement socio-économique des pays arabes par l'élargissement de leur champ d'action au secteur privé,
- encourager les Hommes d'Affaires à investir dans les pays arabes,
- inviter les pays récipiendaires des investissements à améliorer le climat des affaires dans un sens favorable aux investisseurs, notamment arabes
- accélérer la mise en place de la Grande Zone Arabe de Libre Echange.

Au cours de ces deux jours de débat, les intervenants ont mis en saillie les avantages comparatifs en termes de facilités structurelles, administratives, législatives et fiscaux ainsi que les opportunités d'investissement disponibles dans le monde arabe. Le collectif des Hommes d'Affaires a manifesté sa ferme volonté de contribuer activement au rehaussement du niveau de vie des citoyens du monde arabe et a exprimé ses attentes vis-à-vis des partenaires du secteur public.

## **VI. Sommet du 19 et 20 janvier 2009**

Le Sommet a débuté le 19 Janvier 2009 avec une forte participation des gouvernants des pays arabes, souverains et Présidents. On y relevait une seule absence, celle du Guide de la Libye, représenté à un niveau ministériel.

Aussitôt après la séance d'ouverture, le huit clos s'est d'emblée heurté à un point d'achoppement constitué par le projet de résolution-déclaration sur la situation de Gaza. Les opinions se sont beaucoup divergées laissant apparaître un net clivage entre les partisans d'une ligne dure et ceux pour une déclaration de compromis. La séance fut suspendue pour une reprise ultérieure au niveau des Ministres des Affaires Etrangères chargés d'explorer une voie médiane à soumettre aux souverains et Chefs d'Etat. Les délibérations de ces derniers ont duré jusqu'à tard dans la nuit du 19 Janvier et la première partie de la matinée du 20 Janvier.

Les souverains et Chefs d'Etat se sont ensuite saisis du point la seconde partie de la matinée du 20 Janvier 2009 et l'ont adopté dans une version consensuelle. L'ensemble des résolutions relatives au développement socio-économique a été adopté sans encombre.

Le début de la matinée du 20 Janvier, le Président de la République a reçu en audience des investisseurs koweïtiens à la résidence de la délégation nationale en présence de Monsieur de son Conseiller pour la promotion des investissements et le Directeur Général de l'ANPI. Un mémorandum d'Accord a été signé avec le Groupe Industriel Koweïtien Buban pour un vaste programme d'investissement concernant des secteurs aussi variés que le portuaire, l'aéroportuaire, l'industrie, les mines et les logements.

On a relevé une véritable ardeur et engouement au niveau des gouvernants, de la communauté des affaires et des acteurs de la société civile pour ce premier Sommet entièrement dédié au développement socio-économique du monde arabe.